

Infos financières

Septembre 2014

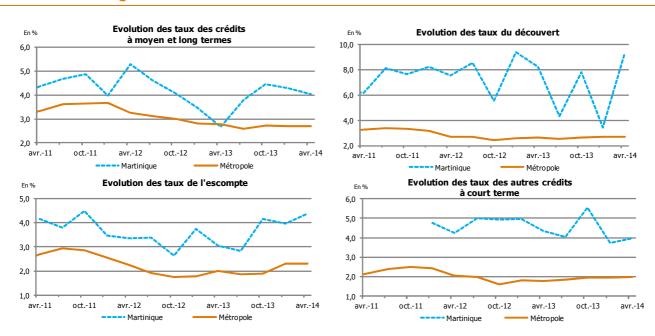


Coût du crédit aux entreprises à la Martinique et dans les autres DOM Avril 2014

Au deuxième trimestre, le coût du crédit aux entreprises augmente globalement en Martinique. En particulier, le taux moyen du découvert affiche une hausse importante de 593 points de base. Pour mémoire, en début d'année, une opération d'un montant très élevé avait été réalisée à un taux préférentiel, entrainant une chute du taux moyen du découvert. Abstraction faite de cette opération, le taux moyen du découvert augmente tout de même de 239 points de base ce trimestre. Les crédits à moyen et long termes constituent la seule catégorie dont le taux global est en baisse (-23 points de base).

En Métropole, les taux moyens débiteurs varient peu ce trimestre, entre 0 et 3 points de base. Le coût du crédit aux entreprises à la Martinique demeure supérieur à celui de la Métropole, quelle que soit la catégorie de crédits ou la tranche considérée. Cette situation s'explique en partie par des effets de structure et des coûts de fonctionnement (charges salariales, coût du risque) plus élevés en Martinique.

ÉVOLUTION DES TAUX MOYENS¹ DÉBITEURS GLOBAUX ET PAR TRANCHE À LA MARTINIQUE



Taux moyens débiteurs en %	Taux moyen pondéré global		dont Tranche 1 : ≤ 15 245		dont Tranche 2 : > 15 245 et ≤ 45 735		dont Tranche 3 : > 45 735 et ≤ 76 225	
	Martinique	Métropole	Martinique	Métropole	Martinique	Métropole	Martinique	Métropole
Crédits à moyen et long termes								
janv-14	4,27	2,69	7,28	3,20	6,35	2,89	n.s.**	2,92
avr-14	4,04	2,70	6,99	3,06	6,11	2,78	n.s.**	2,84
Découvert		•						
janv-14	3,40	2,69	11,34	9,98	10,67	6,82	8,94	5,52
avr-14	9,33	2,66	11,84	9,80	10,79	6,47	10,08	5,48
Escompte								
janv-14	3,96	2,30	n.s.**	3,10	n.s.**	3,99	n.s.**	3,25
avr-14	4,37*	2,30	n.s.**	3,17	n.s.**	4,30	n.s.**	3,40
Autres crédits à court terme								
janv-14	3,74*	1,96	n.s.**	3,47	n.s.**	3,10	n.s.**	2,64
avr-14	3,96	1,98	n.s.**	3,35	n.s.**	2,99	n.s.**	2,49

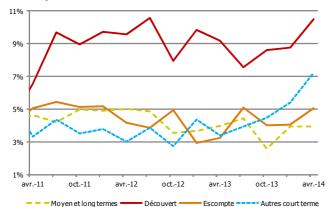
^{*} Faible niveau de significativité (nombre d'observations compris entre 20 et 30)

^{**} Non significatif compte tenu d'un nombre d'observations insuffisant (inférieur à 20)

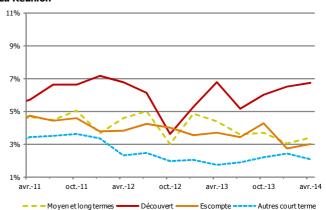
La comparaison des taux par tranche de montant permet de mettre en évidence des effets de structure. En raison de la composition des parcs d'entreprises dans les DOM, les crédits octroyés concernent majoritairement les premières tranches de montant, pour lesquelles les taux moyens sont les plus élevés.

ÉVOLUTION DES TAUX MOYENS DÉBITEURS GLOBAUX PAR GÉOGRAPHIE

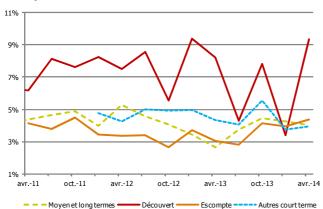
Guadeloupe



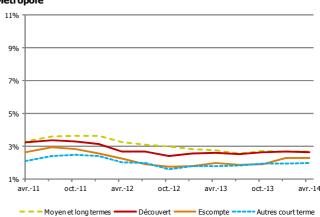
La Réunion



Martinique



Métropole



MÉTHODOLOGIE

L'enquête est réalisée auprès des établissements et des sociétés financières ayant leur activité à la Martinique. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours du premier mois de chaque trimestre aux sociétés non financières, ainsi qu'aux entrepreneurs individuels, lorsque l'usage du prêt est professionnel. L'enquête d'avril 2014 exploite 2 794 déclarations relatives aux crédits consentis au cours de ce mois. Elle se fonde sur le taux effectif au sens étroit (TESE), c'est-à-dire la composante « intérêt » du taux effectif global (TEG). Les taux présentés dans cette note sont des taux moyens pondérés par le montant du crédit.

Les « crédits à court terme » désignent les crédits de durée inférieure ou égale à 2 ans, tandis que les « crédits à moyen et long termes » sont d'une durée initiale strictement supérieure à 2 ans.

La catégorie des « découverts » rassemble les découverts (au sens strict), ainsi que les crédits permanents (facilité de caisse).

La catégorie «escompte » regroupe l'escompte (au sens strict), les financements sur loi Dailly, les mobilisations de créances sur l'étranger et les autres créances commerciales.

Les taux issus de moins de 30 observations sont signalés avec un astérisque (*). En dessous de 20 observations, les taux ne seront pas calculés.

À la suite d'un changement méthodologique intervenu en janvier 2011, les taux moyens par catégories calculés à partir de l'enquête de janvier 2011 ne sont pas directement comparables avec ceux des enquêtes précédentes.